

# Hebdo Canada



Volume 1, No 33

le 22 août 1973

Ottawa, Canada.



Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth à Ottawa

Le 2 août, le Canada a accueilli les chefs de gouvernement de 32 pays venus participer, à Ottawa, à la première Conférence du Commonwealth jamais tenue dans notre pays. Tous les pays du Commonwealth étaient représentés à la Réunion, cinq par leur président ou par leur chef d'État, dix-huit par leur premier ministre, trois par leur vice-président et six par un de leur principaux ministres.

La précision du minutage et la sévérité des mesures de sécurité ont caractérisé les cérémonies d'ouverture de cette Conférence de 9 jours. Le premier ministre de Grande-Bretagne, M. Edward Heath, fut parmi les premiers invités accueillis par l'hôte de l'événement, le premier ministre Trudeau. Le Bangladesh fait maintenant partie de l'organisation. Son premier ministre, le sheik Mujibur Rahman, a exprimé l'espoir que la rencontre permettra une meilleure compréhension.

La délégation malaisienne, dirigée par M. Abdul Rasak, a dû retourner dans son pays dès le premier jour par suite

de la mort, à Kuala Lumpur, du vice-premier ministre.

Le premier ministre du Canada, M. Trudeau, a déclaré aux délégués que la Conférence ne réglerait aucun problème mais qu'elle pourrait aider à prévenir des crises. Il a comparé le Commonwealth à "une fenêtre sur le monde" et il a prédit que son importance grandirait surtout parce que le Commonwealth ne joue aucun rôle particulier, mais qu'il se fonde sur les rapports humains. Selon lui, le monde est plus proche de la paix qu'il l'était lors de la dernière Conférence, tenue à Singapour, il y a deux ans et demi, même si un certain nombre de "situations troubles" ne laissent prévoir aucun signe de changement. Il a aussi affirmé que le fossé économique qui sépare les pays riches des pays pauvres ne s'était pas comblé suffisamment.

Au cours du deuxième jour de la Conférence, qui était également le dixième anniversaire de la signature du Traité portant interdiction des essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans

l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, les chefs de gouvernement du Commonwealth ont unanimement réaffirmé leur soutien indéfectible au Traité et leur souci de le voir observé. Le premier ministre de la Nouvelle-Zélande, M. Norman Kirk, qui avait insisté fortement sur l'interdiction des essais nucléaires et à qui on a demandé s'il était satisfait des résultats des délibérations a déclaré: "Nous sommes très satisfaits de constater que la déclaration a été unanimement appuyée et que nous avons eu sur ce sujet la coopération et l'appui de tous nos collègues à la Conférence. Toutefois, on semble s'être mépris sur notre attitude en la jugeant antifranaise. Nous ne sommes pas contre la France, nous sommes contre les essais nucléaires."

Sa Majesté la reine a donné audience aux chefs de délégation à la résidence du gouverneur général au cours des premiers jours de la Conférence. Le 2 août, Sa Majesté a reçu les chefs de délégation et leurs épouses à un dîner d'État à Rideau Hall.

Les séances se sont poursuivies jusqu'au vendredi 3 août en fin d'après-midi, alors que les chefs de délégation et leurs épouses se sont rendus au Mont-Tremblant, dans la province de Québec, où ils ont été les hôtes du premier ministre et de madame Trudeau durant la fin de semaine. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures, M. Mitchell Sharp, a invité les ministres qui étaient membres de délégation, ainsi que leurs épouses, à l'accompagner au Mont-Tremblant pour la fin de semaine également.

Le 7 août, les chefs de gouvernement du Commonwealth ont discuté de commerce et de problèmes monétaires ainsi que des avantages et des inconvénients des investissements étrangers. Les pays les plus pauvres ont affirmé préférer le commerce à l'aide et ils ont réclamé l'adoption de formes d'aide plus généreuses. Entre-temps, le cabinet du premier ministre Trudeau a annoncé que le Canada adopterait un nouveau barème pour ses contributions

au Fonds du Commonwealth pour le développement technique.

Le 7 août, le premier ministre a été l'hôte d'une soirée de gala au Centre national des Arts. Le programme de la soirée a été assuré par la troupe de danseurs des Feux Follets.

Au cours de la Conférence, le premier ministre et le secrétaire général du secrétariat du Commonwealth, M. Arnold Smith, ont donné tous deux des réceptions en l'honneur des chefs de délégation et des représentants de la presse.

#### Communiqué final

Les extraits suivants sont tirés du Communiqué final émis à la clôture de la réunion le 10 août:

\* \* \* \*

Au cours d'un échange de vues franc et détendu relativement aux tendances qui se dessinent dans le monde, les Chefs de gouvernement ont examiné les changements dans les relations entre les puissances ainsi que leurs conséquences aux plans politique et économique, en particulier pour les pays du Commonwealth. Ces échanges de vues ont porté sur les questions suivantes: l'évolution des relations entre les États-Unis, l'Union soviétique et la Chine; les problèmes de sécurité dans les diverses régions; l'apparition de nouveaux pôles de puissance économique; la poursuite des essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère et la nécessité d'un traité d'interdiction générale ainsi que d'un désarmement généralisé et total, soumis à un contrôle international réel; la situation au Moyen-Orient et dans le Sud-Est asiatique; la création d'une zone de paix dans l'océan Indien et la situation en Afrique du Sud, plus particulièrement en Rhodésie.

Tout en se félicitant de la détente dans la situation internationale, ils ont cependant noté les zones de tension qui continuent à faire peser une menace sur la paix et la sécurité internationales ainsi que l'écart croissant entre les pays riches et les pays pauvres et ils ont reconnu la nécessité d'un esprit de détente dans toutes les relations internationales. En raison des changements qui se sont produits progressivement par suite des modifications des relations entre les puissances, les Chefs de gouvernement ont insisté sur l'urgence des problèmes posés à la com-

#### Nouvelle formule de contribution au Fonds de coopération technique

Le montant des contributions du Canada au Fonds du Commonwealth pour la coopération technique (FCCT) sera fonction du montant de celles des pays du Commonwealth en voie de développement. Cette formule donnera une plus grande souplesse à l'activité du FCCT et incitera les pays en voie de développement à accroître leur contribution au Fonds.

Selon la nouvelle formule, le Canada avancera au Fonds 200 p. cent des engagements prévus de la part des pays du Commonwealth en voie de développement. On procédera ainsi chaque année, et la contribution du Canada sera rajustée annuellement pour tenir compte des fluctuations dans les sommes effectivement reçues. Pour les trois premières années, la contribution canadienne sera plafonnée à trois millions de dollars par an. Si les contributions des pays en voie de développement sont suffisamment élevées pour justifier une contribution supérieure à ce plafond, le Canada est tout à fait disposé à envisager le relèvement de sa contribution maximale.

A l'heure actuelle, le Canada fournit 40 p. cent du budget du FCCT. Cette année, sa contribution atteindra environ 1.3 million de dollars et la nouvelle formule permettra de l'augmenter considérablement.

Le fonds du Commonwealth pour la coopération technique a été créé en 1971 pour favoriser des projets d'assistance technique dans les pays du Commonwealth en voie de développement. Ces projets se regroupent en trois programmes:

- le programme général d'assistance technique, qui englobe les programmes économiques et sociaux, dont la planification, la statistique, le tourisme, le transport et l'administration publique;
- le programme d'éducation et de formation;
- le programme d'expansion des marchés d'exportation, qui assure l'aide technique orientée vers l'expansion des exportations et permet de faire des analyses du marché et des études sur l'expansion commerciale.

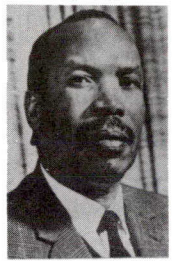
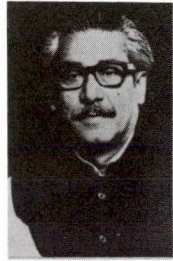
munauté mondiale par l'instabilité économique et monétaire. En recherchant les solutions possibles à ces problèmes politiques et économiques à la lumière de l'évolution des relations entre les puissances, on a constaté que les États autres que les grandes puissances, peuvent ainsi influencer sur la marche du monde, contribuer à l'établissement de la paix et de la sécurité, éviter l'établissement de sphères d'influence, contribuer à l'établissement d'un régime de justice sociale, au progrès économique et à l'harmonie entre les races dans un monde toujours plus interdépendant.

La consultation et la coopération au sein du Commonwealth, association libre à l'échelle mondiale et à laquelle ne participe aucune superpuissance, peuvent contribuer grandement à une meilleure compréhension au plan international et à une meilleure recherche de solutions aux problèmes économiques. C'est pourquoi les Chefs de gouvernement ont insisté sur la valeur d'un renforcement de la coopération effective entre les pays membres, à la fois au

plan mondial et à l'échelon régional, et sur la nécessité de participer aux travaux des autres organisations et groupements afin de permettre aux pays, même les plus modestes, de dire leur mot sur la scène internationale, d'augmenter leur niveau de vie et d'améliorer la qualité de la vie pour tous leurs citoyens.

Les Chefs de gouvernement ont pris note des progrès réalisés, depuis la Conférence de Singapour, au sujet de la proposition visant à l'établissement d'une zone de paix dans l'océan Indien. Les participants à la Conférence de Singapour avaient unanimement reconnu les avantages que représenterait la garantie de la paix et de la stabilité dans cette région. Les Chefs de gouvernement ont aussi pris note de la constitution d'un comité *ad hoc* des Nations Unies pour l'examen de cette proposition et expriment l'espoir que les délibérations du comité recevront la collaboration et l'assistance de tous les États intéressés et favoriseront l'application de cette proposition.

Les Chefs de gouvernement se sont

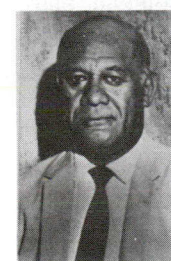
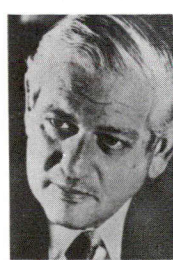


**Chefs de gouvernement du Commonwealth (de gauche à droite)**

- AUSTRALIE – P.m. Whitlam
- BAHAMAS – P.m. Pindling
- BANGLADESH – P.m. Mujibur Rahman
- BARBADE – P.m. Barrow
- BOTSWANA – Prés. Seretse Khama
- GRANDE-BRETAGNE – P.m. Heath
- CANADA – P.m. Trudeau
- CHYPRE – Prés. Makarios \*
- FIDJI – P.m. Mara
- GAMBIE – Prés. Jawara \*
- GHANA – Prés. Acheampong \*
- GUYANE – P.m. Burnham
- INDE – P.m. Gandhi \*
- JAMAÏQUE – P.m. Manley
- KÉNYA – Prés. Kenyatta \*
- LESOTHO – P.m. Jonathan

- MALAWI – Prés. Kamuzu Banda \*
- MALAISIE – P.m. Tun Razak
- MALTE – P.m. Mintoff
- ÎLE MAURICE – P.m. Ramgoolam
- NOUVELLE-ZÉLANDE – P.m. Kirk
- NIGERIA – Chef du Gouv., Gén. Gowon
- SIERRA LEONE – Prés. Stevens
- SINGAPOUR – P.m. Lee
- SRI LANKA – P.m. Bandaranaike
- SOUAZILAND – P.m. Dlamini
- TANZANIE – Prés. Nyerere
- TONGA – P.m. Fatafehi Tu'ipelehake
- TRINITÉ-et-TOBAGO – P.m. Williams \*
- OUGANDA – Prés. Gén. Amin \*
- SAMOA OCCIDENTAL – P.m. Mata'afa
- ZAMBIE – Prés. Kaunda \*

\* S'est fait représenter

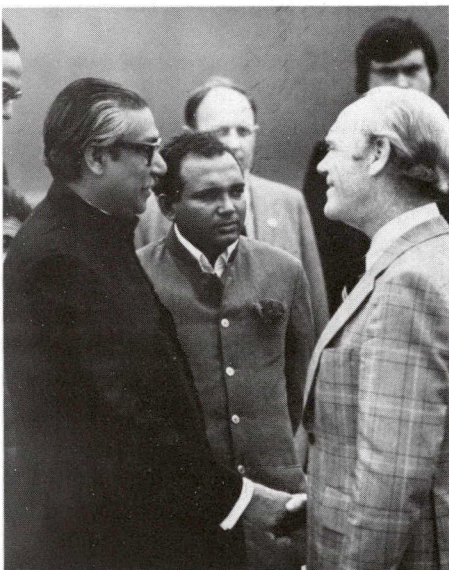


grandement préoccupés de la détérioration de la situation au Moyen-Orient, détérioration qui représente une menace sérieuse pour la paix mondiale. Cette détérioration peut être directement attribuée aux lenteurs dont fait l'objet l'application de la résolution n° 242 du Conseil de sécurité de 1967. Les participants considèrent que tous les États devraient donner la priorité à une recherche des moyens permettant l'application de la résolution.

Les Chefs de gouvernement réunis à Ottawa ont aussi noté que, depuis la Conférence de Singapour, les ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) ont adopté une déclaration visant à faire de l'Asie du Sud-Est une zone de paix, de liberté et de neutralité. Ils considèrent cette initiative comme une contribution importante dans le sens de la paix et de la stabilité dans cette région.

#### Les questions commerciales

Les Chefs de gouvernement ont fait une vaste et importante étude des questions économiques en tenant compte du problème de l'inflation, qui prend des proportions inquiétantes. On a accordé une attention spéciale aux difficultés qui se présentent dans le domaine du commerce international. Les Chefs de



*Scheik Mujibur Rahman (à gauche), premier ministre du Bangladesh (nouveau pays à faire partie du Commonwealth) est accueilli à Ottawa par le secrétaire d'État aux Affaires extérieures M. Mitchell Sharp.*

gouvernement ont étudié les chances d'adoption du Régime général de préférences par tous les pays évolués de même que les possibilités d'amélioration dans les cas où des plans ont déjà été mis en route ou ont besoin d'être harmonisés. Ils ont exprimé l'espoir que les négociations commerciales multilatérales qui seront entreprises prochainement sous l'égide du GATT assureront l'expansion des échanges commerciaux à l'échelle mondiale et feront une place spéciale aux pays en voie de développement.

Les Chefs de gouvernement ont échangé leurs vues sur l'issue des négociations qui seront prochainement entreprises entre la Communauté économique européenne élargie et les pays en voie de développement de l'Afrique, des Caraïbes et de la région du Pacifique, et ils ont exprimé l'espoir qu'elles aboutiront à la conclusion d'accords équitables, judicieux et pratiques. Les pays en voie de développement du Commonwealth ont réitéré les vues qu'ils avaient déjà exprimées, à savoir que la notion de réciprocité ne peut constituer un fondement pour l'établissement de relations justes et durables entre eux et la CEE. Dans le cas des pays visés par la déclaration commune d'intention formulée dans le traité d'élargissement, on a insisté pour que la Communauté adopte une attitude positive à l'égard des méthodes qui ont déjà été utilisées ou qui pourraient l'être et qu'elle recherche des solutions raisonnables en prenant en considération leurs intérêts commerciaux avant que les importations britanniques provenant de ces pays ne soient frappées par le tarif extérieur commun fixé aux termes de ce traité.

On a reconnu que le régime de préférences du Commonwealth a apporté et continue d'apporter de grands avantages aux pays du Commonwealth et on a exprimé l'espoir que les ententes favorisant l'accès des marchés des pays industrialisés du Commonwealth, autre que la Grande-Bretagne, aux pays en voie de développement faisant partie de cette association soient maintenues dans toute la mesure du possible.

Les Chefs de gouvernement ont étudié les difficultés spéciales auxquelles sont en butte les pays largement tributaires de l'exportation de produits agricoles à l'état brut, semi-transformés ou entièrement transformés et ils ont re-

#### Une autre Conférence à l'horizon

Lors de la conférence de presse qui a suivi immédiatement l'ajournement de la Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth, le 10 août, le premier ministre Trudeau a déclaré que même si la rencontre de neuf jours avait produit peu de nouvelles sensationnelles, son principal critère de succès était que "32 chefs de délégations l'avaient jugée une réussite", et avaient convenu de tenir une autre Conférence, probablement d'ici deux ans.

M. Trudeau a dit que la Conférence d'Ottawa avait marqué un point tournant dans l'histoire du Commonwealth. Dans le passé les délégués "se liaient de longs discours"; maintenant les délégués à la Conférence d'Ottawa ont proposé que les prochaines conférences traitent de problèmes précis qui auront fait l'objet de recherches exhaustives de la part de pays désignés. On a suggéré que le secrétariat du Commonwealth coordonne les études et les fasse parvenir aux participants avant la prochaine rencontre au sommet.

Le secrétaire général du Commonwealth, M. Arnold Smith, a déclaré que trois pays, soit le Kenya, l'Ouganda et la Jamaïque, — avaient déjà invité les chefs de gouvernement du Commonwealth à s'y réunir.

connu la nécessité d'une importante libéralisation des échanges, à ce niveau, au cours des prochaines négociations multilatérales du GATT. Ils ont souligné l'urgence pour la communauté internationale de prendre des mesures positives pour assurer la rentabilité de ce secteur. A cette fin, ils ont jugé essentiel que l'on établisse de nouvelles ententes internationales sur les produits de façon à apporter une solution à ce grave problème et à protéger la réserve de devises étrangères des pays industrialisés contre la fluctuation excessive des prix et l'assaut des produits synthétiques, ce qui leur facilitera l'achat des produits importés dont ils ont besoin. Il faudrait aussi augmenter les recettes que les pays en voie de développement tirent de l'exportation des produits du secteur primaire, en particulier des produits agricoles, à mesure que le prix des

produits industriels continuent de monter; il y aurait aussi lieu de chercher des façons d'établir une juste relation entre les prix, dans ces deux catégories de produits. Les pays du Commonwealth devraient participer activement à l'élaboration de nouvelles ententes internationales concernant les produits. On estime qu'il faudrait aussi chercher des moyens pour réduire au minimum la fluctuation des prix des produits des mines.

\* \* \* \*

#### L'aide au développement

Les participants ont étudié divers aspects de l'aide au développement, notamment les inconvénients de l'aide conditionnelle, l'importance d'une attitude plus souple de la part des donateurs et de l'existence de relations mutuellement satisfaisantes entre les donateurs et les bénéficiaires, de même que la façon d'alléger le lourd fardeau des dettes qui pèse sur les pays en voie de développement.

#### Investissements étrangers des entreprises privées

Les Chefs de gouvernement ont eu une discussion animée au sujet des problèmes et des possibilités qui existent au niveau des investissements étrangers faits par les entreprises privées. On a traité en particulier du rôle des sociétés multinationales dans un certain nombre de pays du Commonwealth. On a échangé des vues sur l'emploi de méthodes propres à assurer que les activités des investisseurs soient conformes aux objectifs des pays d'accueil, sur la possibilité de favoriser l'échange de données à ce sujet entre les pays du Commonwealth et sur l'utilité qu'aurait l'établissement d'un code d'éthique régissant les sociétés internationales.

#### Afrique du Sud

Les Chefs de gouvernement ont eu un échange de vues complet et franc sur les changements et les développements qui surviennent en Afrique du Sud. Les participants ont aussi accordé une attention spéciale aux problèmes auxquels font face les pays de l'Afrique australe qui partagent leurs frontières avec des territoires ou des pays encore dirigés par des régimes où la minorité gouverne. Tout en reconnaissant l'exis-

#### Ottawa, lieu de rencontre internationale

Le choix même d'Ottawa comme lieu de la Conférence des chefs de gouvernement du Commonwealth reflète l'évolution récente de cet organisme. Au début, les rencontres se tenaient seulement à Londres, coeur de l'organisme. Londres demeure un organe moteur, — et la Grande-Bretagne est le doyen des États membres —, mais chaque membre du Commonwealth est maintenant un coeur.

La population d'Ottawa compte actuellement un demi-million d'habitants d'expression anglaise et française. La rivière qui coule à ses pieds illustre la richesse industrielle au Canada en acheminant ses millions de billes vers les moulins de pâtes et papiers. La ville est relativement jeune et, parmi ses édifices les plus distinctifs, la Bibliothèque du Parlement, bâtiment du 19<sup>e</sup> siècle situé sur la colline du Parlement, rappelle une époque plus ancienne et les cultures des deux peuples fondateurs du pays.

En ce mois d'août, les invités n'ont

pas pu voir évoluer les patineurs sur le vieux canal Rideau, ni le déploiement printanier de 600,000 jonquilles, d'un demi-million de crocus et de deux millions de tulipes, mais ils ont assisté à la relève de la Garde sur les pelouses de la colline du Parlement, où l'écarlate et le noir des Gardes à pied du Gouverneur général, des *Canadian Grenadier Guards* et de la Gendarmerie royale du Canada tranchent sur le vert éclatant de la pelouse.

L'écrivain américain Edith Iglauer a noté dans l'*Atlantic Monthly* que les habitants d'Ottawa se déplacent dans des rues propres, d'un pas résolu mais sans se bousculer. Même aux heures de pointes, le matin et le soir, Ottawa semble dégager une certaine sérénité. Les visiteurs se retrouvent dans la nature entourés de fleurs, d'arbres, de lacs, à proximité du splendide parc de la Gatineau. C'est frisquet à Ottawa au mois de décembre, mais comme c'est agréable, beau et chaud par un beau jour d'été!

tence de problèmes complexes et difficiles, les Chefs de gouvernement se sont prononcés en bloc contre l'*apartheid* et le régime de gouvernement par la minorité en Afrique du Sud. Ils ont donc reconnu la légitimité de la lutte pour le respect intégral des droits de l'homme et pour l'autodétermination.

Au sujet de la situation qui existe en Afrique du Sud, en Namibie et dans les colonies portugaises, on a convenu que les membres du Commonwealth qui sont en mesure de le faire devraient s'efforcer de se servir de leur influence pour convaincre le Portugal d'accorder une indépendance négociée à ses colonies africaines. On a rappelé à ce sujet l'avis donné par la Cour internationale de Justice et les résolutions du Conseil de sécurité sur la Namibie et on a souligné la responsabilité internationale à l'égard de ce territoire. On a mentionné le fait que les pays du Commonwealth, en particulier ceux qui possèdent des intérêts économiques en Afrique du Sud et en Namibie, pourraient utiliser au mieux leur influence pour susciter une amélioration de la situation. Les Chefs de gouvernement ont remarqué les efforts qu'ont fait les autochtones des

territoires d'Afrique du Sud pour obtenir l'autodétermination et l'indépendance et se sont entendus sur la nécessité qu'il y a d'apporter toute l'aide humanitaire possible à tous ceux qui poursuivent ces buts.

Les Chefs de gouvernement ont exprimé leur vive inquiétude au sujet de la situation qui existe en Rhodésie et les conséquences néfastes qu'entraîne l'absence de règlement de cette situation. Ils ont reconnu les efforts faits par le gouvernement britannique, à qui incombe la responsabilité de cette affaire, et se sont déclarés désireux de contribuer à la recherche d'une solution. Tous se sont entendus sur l'importance d'un règlement pacifique et sur la nature de l'objectif à viser, c'est-à-dire le gouvernement par la majorité. Ils ont pris bonne note de la rencontre entre Ian Smith et Monseigneur Muzorewa et ont fait leur le souhait du Gouvernement britannique, à savoir que l'on assiste à un élargissement des discussions et que l'on prenne les mesures nécessaires pour supprimer les obstacles existants de façon à permettre à tous les groupes qui représentent l'opinion rhodésienne

de se faire entendre. Le Premier ministre britannique a bien accueilli les propositions constructives qui ont été formulées et s'est engagé à en tenir compte dans la suite des événements.

Les Chefs de gouvernement ont examiné le rapport du comité des Sanctions du Commonwealth et ont autorisé ce dernier à poursuivre ses travaux. Ils sont convenus, après avoir pris en considération les recommandations contenues dans ce rapport, qu'un effort supplémentaire devrait être entrepris afin d'accroître l'efficacité des sanctions en attendant un règlement acceptable. Les Chefs de gouvernement ont également pris note des progrès du Programme spécial d'assistance du Commonwealth en vue de l'éducation des Africains de Rhodésie et se sont déclarés favorables à la poursuite de ce programme. Le ministre des Affaires étrangères de la Zambie a exprimé la reconnaissance de son gouvernement pour l'aide accordée par le Commonwealth à son pays.

\* \* \* \*

La collaboration sur le plan pratique

Les Chefs de gouvernement ont convenu que la collaboration sur le plan pratique est un aspect important et dynamique du Commonwealth. Ils ont approuvé la façon dont le Fonds du Commonwealth pour la coopération technique s'efforce de répondre aux besoins essentiels des États membres et ils ont remarqué la souplesse et l'efficacité dont il fait preuve. Ils ont convenu que les activités entreprises sous l'égide de cet organisme doivent être intensifiées et que l'on doit se pencher plus attentivement sur les diverses propositions qui ont été faites au sujet de leur expansion.

Les Chefs de gouvernement ont pleinement apprécié les généreuses contributions faites par plusieurs gouvernements, notamment celui du Canada et ils demandent à d'autres pays par-

ticipants de faire des contributions bénévoles.

Les Chefs de gouvernement, après avoir pris connaissance de la proposition émise par le Secrétaire général selon laquelle on devrait se fixer comme objectif la transmission de 1 à 2 p. cent du total de l'aide accordée par le Commonwealth par ses propres canaux multilatéraux, se sont mis d'accord sur le principe d'un examen plus approfondi, au cours de la prochaine réunion des ministres des Finances, des divers moyens permettant un accroissement de cette aide.

Les Chefs de gouvernement ont étudié avec intérêt la proposition du Gouvernement du Kenya visant à la création d'une banque du Commonwealth pour le développement ainsi qu'un rapport sur le financement des exportations des pays du Commonwealth à leurs ministres des Finances respectifs, afin que ces questions soient étudiées en détail.

Les Chefs de gouvernement ont pris en

considération une proposition de création d'un Centre du Commonwealth d'études pratiques en matière de gouvernement et sont convenus que l'opportunité d'établir un tel centre devrait être mise à l'étude et qu'un rapport soit préparé pour être étudié, si possible en 1974, par de hauts fonctionnaires du Commonwealth.

**Programme pour la jeunesse**

Les Chefs de gouvernement donnent leur appui au Programme du Commonwealth pour la jeunesse, qui a déjà été approuvé par les ministres du Commonwealth concernés. Ils se sont mis d'accord sur un élargissement de ce programme, afin qu'il soit tenu compte des besoins particuliers de chaque pays; ils se félicitent de l'engagement qui a été pris de parvenir à un budget d'un million de livres au cours des trois prochaines années. Les Chefs de gouvernement ont donné instruction au Secrétaire général d'entreprendre sur-le-champ l'application de ce programme.

\* \* \* \*

### La contribution du Gouvernement canadien au programme pour la jeunesse

Le Canada fera une contribution de \$930,000 répartie sur trois ans, au programme du Commonwealth pour la jeunesse. Ce programme a été adopté en principe, à la réunion des ministres du Commonwealth chargés des affaires de la jeunesse, qui s'est tenue à Lusaka, en Zambie, du 29 janvier au 3 février 1973. Lors de cette réunion, les participants étaient convenus que le Secrétariat de la Conférence devrait étudier les questions de formation des chefs, d'échange d'information, d'assistance technique ainsi que d'échange de travailleurs et d'éducateurs s'occupant spécialement de la jeunesse.

Il a été convenu, en principe, à cette réunion, que le programme du Commonwealth pour la jeunesse serait financé par des contributions versées par les États membres. Le coût total prévu pour les trois ans est de 2.8 millions de dollars. Le Canada assumera 30 p. cent de ce coût mais réexaminera sa contribution et serait éventuellement disposé à prendre en charge jusqu'à 40 p. cent (environ \$1,239,000), du coût total, si les contributions des autres gouvernements du Commonwealth ne suffisaient pas à subvenir aux besoins du programme.

Le nouveau programme comporte:

Un régime de primes du Commonwealth accordées à des équipes de jeunes qui consacrent leurs efforts à promouvoir le développement social, éducatif et économique de leur collectivité.

Des Centres d'études supérieures du Commonwealth pour assurer la formation des travailleurs spécialisés dans les affaires de la jeunesse.

Des bourses du Commonwealth pour la recherche appliquée afin d'encourager les personnes qui en effectuent déjà, à se rencontrer pour se communiquer les résultats de leur expérience, en faire l'évaluation critique et établir une certaine coordination de leurs travaux.

Des bourses du Commonwealth destinées aux travailleurs (qui occupent des postes-clés) pour suivre des cours.

Des bourses d'études du Commonwealth pour aider certaines personnes qui s'occupent de la jeunesse, afin qu'elles se rendent dans d'autres pays pour s'y informer et constater les innovations.

Un service d'Information-Jeunesse du Commonwealth, rassemblerait et cataloguerait des renseignements sur les aspects importants de la jeunesse et du développement.

Hebdo Canada est publié par la Direction de l'Information, ministère des Affaires extérieures, Ottawa, K1A 0G2. Un index paraîtra tous les trois mois.

Il est permis de reproduire les articles de cette publication, de préférence avec indication de source. La provenance des photos, si elle n'est pas précisée, sera communiquée sur demande.

This publication is also available in English under the title "Canada Weekly".